

nos ressources. En fin de compte, on abandonnera la canadienisation, les efforts en vue de fixer des prix plus équitables et la politique visant à assurer une meilleure sécurité d'approvisionnement à l'avenir, on s'en remettra entièrement aux sociétés multinationales, et tous seront perdants. Si jamais la politique énergétique du parti conservateur, ou ce qui y ressemble vaguement, vient à être mise en application, les Canadiens seront dans le pétrin. Il est regrettable que les conservateurs pratiquent la politique de l'autruche.

Dès qu'il s'agit de politique énergétique, je songe à une déclaration de l'ancien ministre des finances dans le gouvernement Clark. Interrogé sur ce qu'il pensait d'un budget libéral qui venait d'être dévoilé, il a dit: «Je crois que c'est un très mauvais budget». Quand on lui a demandé ce qu'il ferait s'il était au pouvoir, il a rétorqué: «Si je vous disais ce que nous ferions si nous étions au pouvoir, les gens ne nous élimineraient pas». Cette déclaration a été publiée dans le magazine *Maclean's*, et les Canadiens devraient méditer cet avertissement. Voilà la politique de ce parti.

Malheureusement, les libéraux ont laissé la situation se dégrader en refusant de s'attaquer aux vrais problèmes, en refusant d'admettre l'échec total du Programme énergétique national, et en ne fournissant pas l'ombre d'une nouvelle orientation politique qui serait plus opportune et plus efficace pour les Canadiens. Ils ont créé au Canada une situation telle que nous sommes maintenant menacés de subir la politique anachronique de l'actuelle opposition officielle. Et cette situation n'est pas limitée à la politique énergétique, mais à tout l'échiquier politique et à une foule de problèmes sociaux. Je dis à mes amis du parti libéral qu'ils sont responsables de cette malédiction qui pèse sur les Canadiens.

Ce n'est pas la seule lacune de cette mesure, ce n'est pas son seul élément inacceptable. Si seulement le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources accordait un peu plus d'attention à ces questions et daignait les aborder sans préjugés. Les échecs ne sont pas attribuables au gouvernement, mais à une conjoncture mondiale que nous n'avons pas su prévoir. En tout cas, c'est un argument valable à plusieurs points de vue. Le ministre pourrait regarder les choses en face et s'attaquer aux problèmes, en reconnaissant les éléments de sa politique qui étaient inopportuns et qui ont échoué et en proposant de nouvelles solutions.

Le cycle du combustible nucléaire suscite énormément d'inquiétude. Mon collègue, le député de The Battlefords-Meadow Lake (M. Anguish), a été un éloquent porte-parole sur cette question, ainsi que les députés de Skeena (M. Fulton) et de Regina. Ils ont exprimé de graves inquiétudes, comme l'ont fait l'Église unie et de nombreux autres groupes. Ils ont réclamé une enquête sur le cycle du combustible nucléaire. Où serait le mal, si cela nous permettait de recueillir des renseignements qui nous aideraient à prendre de meilleures décisions? Il n'y aurait que des avantages. En fait, un très grand nombre de Canadiens seraient rassurés.

Je constate que le temps passe; je me demande si je pourrais poursuivre à la prochaine séance de la Chambre.

• (1700)

**Le président suppléant (M. Herbert):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais comme il est 17 heures, la

### Programme d'obligations agricoles

Chambre passe maintenant à l'étude des mesures d'initiative parlementaire inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES— MOTIONS

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Herbert):** Les mesures d'initiative parlementaire précédant l'article n° 35 sont-elles reportées?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### L'OPPORTUNITÉ DE CRÉER UN PROGRAMME D'OBLIGATIONS AGRICOLES

**M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey)** propose:

Que le Comité permanent de l'agriculture soit habilité à étudier la création d'un programme d'obligations agricoles afin de fournir à l'industrie agricole actuelle du Canada et aux jeunes Canadiens, qui sont les futurs agriculteurs du Canada, un financement adéquat à des taux raisonnables, et à recommander des façons de mettre en œuvre un tel programme;

Que cette étude comprenne l'audition et l'examen des vues des parties et organismes intéressés;

Que l'on ordonne au Comité de se réunir sur-le-champ; et

Que le Comité présente son rapport au plus tard le 31 mars 1984.

—Monsieur le Président, cette motion reprend intégralement le texte d'une motion qui a été présentée par moi-même et par dix autres députés le 24 novembre 1983. Les six députés en question étaient les représentants de Moose Jaw (M. Neil), de Cariboo-Chilcotin (M. Greenaway), d'Assiniboia (M. Gustafson), de Wetaskiwin (M. Schellenberger), d'Elgin (M. Wise), de Portage-Marquette (M. Mayer), de Leeds-Grenville (M<sup>me</sup> Cossitt), d'Oxford (M. Halliday), d'Okanagan-Similkameen (M. King) et de Red Deer (M. Towers).

Nous avons présenté la motion originale peu avant le discours du trône du 7 décembre 1983. Nous la présentons de nouveau dans l'espoir d'atteindre trois objectifs: tout d'abord, obtenir que le comité permanent de l'agriculture tienne des réunions, car jusque-là il n'en avait pas tenu depuis longtemps. Encore à l'heure actuelle, à part quelques réunions d'organisation, il n'en a pas tenu depuis plusieurs mois. Par ailleurs, obtenir que le gouvernement élabore des mesures législatives précises pour faire face à la grave crise de l'agriculture. Ensuite, la motion a pour but de faire en sorte que dans son discours du trône, le gouvernement reconnaisse le rôle important qu'une économie agricole saine pourrait jouer dans la relance économique du Canada, que ce soit au niveau de la balance commerciale, des différents secteurs, y compris les coopératives, les fabricants et les vendeurs de machines aratoires, les transformateurs de denrées alimentaires et les petits magasins d'alimentation. Tous ces secteurs contribuent de façon marquée à notre sécurité alimentaire et fournissent directement et indirectement des emplois à bel et bien un cinquième de notre population active, soit près de 2 millions de Canadiens. Enfin, monsieur le Président, proposer au gouvernement un moyen concret et sûr de s'attaquer au problème des taux d'intérêt élevés, car les personnes dites compétentes semblent incapables de lui en proposer.